

acheter dans ma région, dans les régions de l'ouest et dans les autres régions éloignées du Canada.

Par exemple, la Commission des transports des provinces de l'Atlantique affirme que les gens auront l'impression que les produits de la région atlantique coûtent plus cher à cause de l'application de cette taxe et des frais de transport plus élevés que ceux des concurrents situés plus près du marché.

Nous savons cela depuis des années. Par exemple, une automobile coûte plus cher dans cette région justement à cause des frais de transport. Maintenant, avec la taxe de vente sur le produit lui-même et sur le transport, cette automobile, ou tout autre produit, coûtera encore plus cher, trop cher pour beaucoup de gens.

Les associations immobilières ont certainement fait connaître leur avis à la plupart des députés. À l'instar d'un grand nombre de Canadiens, elles s'inquiètent du fait que cette taxe mettra l'habitation hors de la portée de beaucoup de gens, étant donné que l'achat d'une nouvelle maison est déjà une transaction très coûteuse, la plus coûteuse de toutes les transactions pour la plupart d'entre eux.

L'association immobilière de ma région a déclaré que, dans certaines régions du Canada atlantique, avec un taux d'intérêt de 11,5 p. 100, 65 p. 100 des gens qui ont des hypothèques sont surhypothéqués; avec un taux de 12,25 p. 100, 75 p. 100 d'entre eux sont surhypothéqués. La taxe, qui s'appliquera sur les frais de courtage et sur le prix de la maison, aura un effet catastrophique sur le marché immobilier.

L'Association canadienne des constructeurs d'habitations affirme que les loyers pourraient augmenter, en moyenne, de 40 à 60 \$, ce qui mettra aussi les gens en fort mauvaise posture. Ceux qui vont écoper sont les Canadiens à revenu faible ou moyen. Comme toujours, ce sont eux qui paient la majeure partie des impôts et qui n'obtiennent jamais le moindre allègement. Encore une fois, ils devront payer cette taxe de 7 p. 100 en plus de tout ce qu'ils paient pour les produits et services qu'ils achètent.

Les organisations et les syndicats ouvriers, les travailleurs syndiqués, surtout ceux qui ont un certain pouvoir de négociation, vont vouloir obtenir une meilleure rémunération,

et avec raison, car ce sont eux qui paient le plus d'impôt à la source. La classe moyenne paie pour tous les autres et ne reçoit jamais de cadeau.

Les personnes qui sont venues à mes bureaux ou qui m'ont écrit sont très préoccupées par cette taxe. Elles estiment qu'il doit y avoir un meilleur moyen de recueillir de l'argent, que le gouvernement devrait rejeter cette taxe, retourner à la case départ et proposer, après avoir consulté les provinces et les Canadiens en général, un régime fiscal plus juste et plus équitable.

Je supplie donc le gouvernement de prendre réellement au sérieux le fait que les sondages révèlent que 79 p. 100 des Canadiens s'opposent à cette taxe sur les produits et services. Qu'il retourne à la case départ et propose, après consultation, une taxe plus juste et plus équitable.

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, il est évident que de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes très heureux de pouvoir enfin parler d'une question ayant provoqué une controverse plus vive que de raison. Il ne fait aucun doute que si on leur demande s'ils veulent payer plus d'impôts ou que le régime fiscal soit modifié la majorité des Canadiens répondront non. Nous ne pouvons donc, pour le bien-être du pays, céder aux vœux exprimés dans tous les sondages, car j'estime que l'heure de la vérité a sonné en matière de fiscalité au Canada. Il est malheureux que les autres partis ne le reconnaissent pas.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce projet de loi parce qu'il est fort complexe et difficile à comprendre. Je ne m'arrêterai donc pas à tous ces aspects, me bornant à parler de la question de la compétitivité de l'économie canadienne et des moyens pris par le gouvernement pour l'accroître.

Le bien-être du Canada dépend, on le sait, du commerce avec les autres pays. Les exportations représentent un tiers du revenu national; nos produits doivent donc rester concurrentiels par rapport à ceux de nos principaux compétiteurs et partenaires commerciaux. Si nous ne pouvons soutenir cette concurrence, nous en paierons le prix: nous perdrons des emplois et notre niveau en souffrira. La TPS rendra nos produits et services plus concurrentiels tant au Canada qu'à l'étranger. Pour s'en con-